



*MEETING DE RENTREE
3 septembre 2015 à RENNES (35)*

Intervention de Grégory Roux



Chères et chers camarades, de Normandie, des Pays de Loire et de Bretagne,

Je tiens avant tout à vous remercier pour votre accueil sur des terres loin de m'être inconnues et toujours accueillantes. On ne repart jamais de Bretagne comme on y est rentré.

Certains diront qu'on y rentre « debout » et qu'on en ressort « à genoux ». D'autres diront qu'on arrive « sec » et qu'on en repart « mouillé ».

Mais tout ceci n'est en fait que pure jalousie. Bref !

En cette rentrée 2015, on parle beaucoup de la CGT dans les médias et il faut le reconnaître, pas toujours comme on le souhaiterait. Mais est-ce une surprise ? Ce n'est pas nouveau.

Mais nous ne sommes pas tombés dans ce piège, nous avons tout de suite remis les pendules à l'heure. La rentrée de la CGT, son contenu, ses objectifs, c'est elle qui en décide, ses militants, ses syndiqués, et personne d'autre.

On nous reproche par ailleurs de placer cette rentrée sous le signe de l'action avec 2 journées d'initiatives et de grèves déjà programmées dans les prochains jours. On a pu lire ou entendre ça et là : « A la CGT, ça ne change pas. Ils ne sont pas assez réformistes, ils ne comprennent rien à un monde qui bouge, il faut savoir s'adapter ». Ils prennent leurs rêves pour des réalités.

L'esprit d'indignation, de résistance, de combativité, de luttes est inscrit dans nos gènes. Nous sommes fiers de cet esprit, n'en déplaise aux tenants du capital ou ceux qui les représentent. Tant pis pour eux, nous ne sommes pas là pour leur faire plaisir.

Notre raison d'être, c'est la défense des intérêts des salariés, quel que soit leur statut social, des retraités, des précaires et des privés d'emploi. Cela va faire 120 ans que cela dure et nous avons l'ambition que cela dure encore au moins autant.

Nous ne pouvons nous résoudre à nous résigner, à accepter la situation que vivent des millions de personnes dans notre pays ou à l'échelle de la planète.

La situation tant nationale qu'internationale que nous connaissons depuis trop longtemps et qui s'est encore dégradée durant l'été, ne fait que nous conforter.

Le drame que vivent des milliers de migrants est insupportable et indigne d'une société moderne. En 2014 déjà, c'est plus de 3500 personnes, femmes, hommes et enfants qui sont mortes noyées en Méditerranée.

Depuis le début de l'année, cette situation s'est aggravée. Elle nécessite, de manière urgente une action coordonnée des états de l'Union Européenne qui a une responsabilité dans ce problème.

Responsabilité suite aux différentes interventions militaires pilotées par les Etats Unis, je pense à l'Irak, à la Lybie et d'autres laissant ces pays dans le chaos. Oui, nous pouvons réaffirmer haut et fort, la guerre n'est jamais la solution. Nous sommes résolument pacifistes.

Responsabilité également de l'Union Européenne, de ne pas avoir soutenu avec détermination les printemps arabes et les mouvements démocratiques naissant. Dans ce cas là aussi, la démocratie a fait peur au monde des affaires et de la finance.

A l'inverse de cette indispensable réponse collective, on assiste à des replis nationalistes, chaque gouvernement se renvoyant tour à tour la responsabilité.

Ici, on parque les migrants dans des camps de fortune, là-bas, on construit un mur, ailleurs on matraque ou on tire.

Partout, on fait le jeu des partis d'extrême droite plus ou moins fascistes. Ces partis reprennent cette petite musique raciste qui consiste à désigner l'étranger, l'émigré responsable de tous nos problèmes.

Faut-il rappeler que même si ce flux migratoire est plus important qu'ordinaire, il ne représente que 0,1% de la population européenne, c'est-à-dire rien du tout ?

Faut-il rappeler encore que le dernier rapport de l'OCDE démontre une nouvelle fois que l'immigration est bel et bien une chance, qu'elle rapporte bien plus à la société qu'elle ne coûte ?

Il aura fallu cette nouvelle tragédie en Autriche pour que quelques réactions gouvernementales se fassent entendre.

La CGT doit s'exprimer plus fort sur le sujet tant au niveau confédéral que dans les entreprises.

C'est vrai également en ce qui concerne les travailleurs détachés. Voilà une immigration qui ne gêne ni les patrons, ni les gouvernements, ni la Commission Européenne. Or, ce sont des questions majeures pour nous. Même si c'est difficile, ne soyons pas frileux dans notre combat contre le racisme et les idées xénophobes.

Nous pouvons nous féliciter que, durant cette même période, les luttes engagées au côté des travailleurs sans-papiers se soient poursuivies.

Et nous avons connu de nouveaux succès comme dans les Yvelines où les salariés intérimaires de chez MANPOWER ont obtenu un engagement de l'entreprise pour obtenir les papiers nécessaires à leur régularisation. Ce qui s'est traduit de surcroît par 400 adhésions à la CGT.

Imaginez si les états européens, les institutions européennes ou internationales dépensaient autant d'énergie et d'argent pour s'occuper du drame des migrants qu'ils n'en ont usé pour peser sur les décisions démocratiques du peuple grec ?

La Grèce, parlons en justement. La situation de ce pays, de ses habitants, est l'affaire de tous les citoyens européens. Les institutions financières, le FMI et la BCE en tête, la Commission Européenne ainsi que les gouvernements ont décidé de faire de ce pays un exemple. Un exemple fracassant pour qu'aux yeux de tous les peuples, ils dictent leur intolérance face à de quelconques velléités à changer de société.

Tout ceci afin d'imposer une cure d'austérité à un peuple au nom d'intérêts financiers toujours plus gourmands. Parmi les mesures les plus drastiques, une hausse de la TVA, y compris pour les produits de première nécessité comme l'eau, l'énergie ou l'alimentation ; une hausse des cotisations sociales, une réforme des retraites avec un report de l'âge de départ à 67 ans et j'en passe.

Nous devons continuer à fournir des explications économiques autour des problématiques de la dette, y compris en faisant le lien avec ce que nous vivons chez nous. La dette dans un pays ou dans une entreprise a toujours été un motif de chantage pour peser sur les droits des citoyens et des salariés.

Dans les collectivités territoriales, dans les hôpitaux où le remboursement des dettes justifie les suppressions d'emplois, les restructurations et les fermetures de sites. A la SNCF, où la loi portant réforme du ferroviaire adoptée en août 2014 sans régler ni la dette, ni le financement du système ferroviaire prépare déjà la liquidation massive d'emplois et menace l'extinction d'un tiers du Réseau Ferré National.

Les objectifs budgétaires imposés à Athènes sont extrêmement exigeants voire impossibles à atteindre. Plusieurs économistes de renom en conviennent.

Mais, ne soyons pas dupes, au-delà de la question de la dette, c'est bien la question de la démocratie qui est en jeu. Les marchés financiers, les dirigeants libéraux ou sociaux-démocrates tentent de démontrer aux peuples européens que, quoiqu'ils fassent, quoiqu'ils disent, quoiqu'ils votent, ce ne sont pas eux qui décident, mais la finance, seule.

Notre soutien au peuple grec, nos critiques vis-à-vis des institutions européennes nous valent beaucoup de railleries, voire d'insultes. Qu'importe, nous sommes dans le vrai.

Notre fierté, c'est l'hommage bien involontaire que nous a rendu Nathalie KOSCIUSKO MORIZET, NKM comme on dit, fin juin à la radio, je la cite : « il ne faudrait pas que la Grèce devienne la CGT de l'Europe ».

Oui, une autre Europe est possible. Une Europe faite de solidarité et de progrès social.

Le syndicalisme Européen a une grande responsabilité face à cette situation. C'est le sens de notre engagement et de notre action dans la Confédération Européenne des Syndicats.

Le congrès de la CES, qui se tiendra à Paris à la fin du mois de Septembre, doit réaffirmer ces objectifs. Un syndicalisme moins institutionnel et plus près des salariés, un syndicalisme où négociation se conjugue avec action. Un syndicalisme qui soutient la démocratie et le respect des exigences des peuples. Enfin, un syndicalisme indépendant des états et du politique.

Nous ne sommes pas seuls à porter ces exigences. Saluons la position de la confédération allemande, le DGB autour de la question grecque, tout comme le courrier adressé aux gouvernements européens par plusieurs premiers dirigeants confédéraux exigeant le respect du vote des citoyens en Grèce, le 10 juillet dernier.

Sans vouloir développer mon propos, je pense également bien sûr à la situation en Turquie et à la répression du peuple Kurde.

Et toujours les massacres dans les territoires occupés. Si les autorités israéliennes ont dû se résoudre à réagir après l'incendie criminel du 31 juillet dernier, l'occupation des terres palestiniennes par des colons au mépris du droit international, ne peut rester sans réaction et décision des institutions, notamment européennes et françaises.

C'est pourquoi la CGT demande l'interdiction de l'importation des produits des colonies et d'imposer des règles claires aux entreprises françaises comme nous le faisons vis-à-vis d'ORANGE.

En France, le gouvernement français poursuit à marche forcée sa politique de régression sociale.

La réforme territoriale imposée aux Français constitue clairement une étape supplémentaire en faveur de l'austérité. Le gouvernement organise la mise en concurrence des territoires et l'inégalité entre les citoyens.

En effet, le but de cette réforme territoriale décidée à la va-vite et sans aucune consultation préalable, n'est en aucun cas d'améliorer les Services Publics pour répondre aux besoins des populations.

Ce n'est pas non plus le fruit d'une réflexion aboutie sur un aménagement durable du territoire. L'objectif affiché de cette réforme est de financer, encore, les cadeaux au patronat en concentrant les pouvoirs, en réduisant honteusement le montant des dotations de solidarité aux collectivités locales et en aggravant par-là même les méfaits des politiques d'austérité.

Que dire de l'adoption des lois REBSAMEN et MACRON durant l'été à part que ce sont les preuves supplémentaires que le gouvernement n'a de cesse de s'acharner sur les droits des salariés !?

La démocratie parlementaire est bafouée là aussi, puisque la loi du petit protégé de l'Elysée a été adoptée à 2 reprises grâce l'utilisation du 49-3, c'est-à-dire sans vote, c'est-à-dire en bafouant à nouveau la démocratie. Ces lois, nous les avons combattues. Notre position ne souffre d'aucune ambiguïté. La loi MACRON, c'est moins de droits pour les salariés. C'est imposer le travail du dimanche et le travail de nuit aux salariés sans aucune contrepartie, ne serait-ce que financière, c'est la remise en cause du conseil des Prud'hommes avec la volonté claire de casser toute possibilité de recours aux salariés, c'est la réduction des prérogatives et des missions des Inspecteurs du travail pour simplifier, encore !, les licenciements.

C'est aussi une vision de l'écologie qui consiste à remplacer les trains par les cars, en actant dans le même temps la privatisation des transports, et en cherchant au nom de la lutte contre le dumping social, à abaisser les garanties collectives des salariés de ce secteur.

D'ailleurs, on n'arrête plus le très libéral MACRON. Il a enthousiasmé un parterre de patrons, GATTAZ en tête, aux universités d'été du MEDEF en qualifiant d'erreur historique, la réduction du temps de travail et les 35 heures. Et il prétend connaître l'entreprise ! L'entreprise des patrons, oui, mais pas celle où travaillent, celle que font vivre des millions de salariés.

Pour des raisons politiciennes et la tenue d'autres universités à la Rochelle, VALLS s'est fendu d'une déclaration pour corriger les propos de son ministre. Pourtant, c'est le même VALLS qui réaffirmerait fin

août dans le journal « les échos », je le cite : « *Nous devons poursuivre les réformes engagées* » et on sait ce que le mot réforme veut dire dans sa bouche.

Pourtant le bilan du gouvernement est lourd et la réalité incontestable.

Le nombre de privés d'emploi bat des records et les derniers chiffres du mois de juillet ne trompent personne. Il faut trouver du travail aux chômeurs, pas modifier les modes de calcul ou pire, radier les demandeurs d'emplois en multipliant les contrôles. Ce que demandent nos camarades et les salariés de Pôle Emploi, ce sont des embauches pour bien faire leur travail et s'occuper dignement de ceux qui cherchent du boulot.

Ceux qui en trouvent restent de fait dans la précarité puisque c'est 84% des embauches qui aujourd'hui se font en CDD. C'est bien l'échec de la politique affichée du gouvernement ou plutôt la démonstration, qu'après le temps des promesses, il y a le temps de la soumission aux exigences de la finance et du patronat.

Faisons un bilan du pacte de responsabilité et des aides versées aux entreprises. Des milliards d'euros ont été donnés aux entreprises, près de 200 déjà, et ce n'est pas fini comme dirait la pub. Nous sommes face à un réel détournement d'argent public, d'argent de la solidarité nationale en bande organisée incriminable par la loi.

Ce sont évidemment ces mêmes milliards qui font défaut à la Sécu, à la qualité des services et aux entreprises publiques, à l'hôpital, à l'enseignement.

Dans le même temps, les dividendes versés aux actionnaires explosent. 1167 milliards d'euros versés l'année dernière : c'est une augmentation de plus de 60% en 5 ans. 50 milliards de plus cette année pour les 10 plus grosses fortunes en France. Je vous rappelle que le SMIC lui, n'a augmenté que de 0,8% sur la même période, soit un peu plus de 12 euros bruts par mois et que le point d'indice des fonctionnaires est gelé pour la cinquième année consécutive. Du jamais vu.

Sans parler de la fraude ou de l'évasion fiscale.

Et que dire de la prime de départ du directeur général d'ALCATEL qu'il touche en guise de remerciement pour l'ensemble de son œuvre de destruction du groupe. Avec un parachute comme ça, il n'est pas près d'avoir les pieds qui touchent le sol !

De l'argent, il y en a donc, mais pas dans les bonnes poches.

Il ne s'agit pas de hiérarchiser les problèmes ou les revendications. D'ailleurs, ces dernières, ce sont les salariés qui en décident puisqu'ils agissent pour les faire aboutir. Et les sujets ne manquent pas. Pour autant, nous avons besoin d'alimenter un débat idéologique dont certains aimeraient nous faire croire qu'il n'a plus lieu d'être. Non pour nous-mêmes, mais pour créer les conditions de rassembler le maximum de salariés dans les mobilisations.

C'est dans ce sens que nous avons lancé une campagne sur les salaires dans le prolongement de celle sur le coût du capital.

Non, le salaire n'est pas un coût mais un investissement. C'est la rémunération du capital qui coûte cher, très cher.

L'augmentation des salaires et des pensions est une urgence économique et sociale. Quand on parle salaire, on parle aussi salaire socialisé, c'est-à-dire des cotisations qui financent la protection sociale, la santé, la retraite. M. GATTAZ préfère parler du salaire net reprenant la formule, l'important, c'est ce qu'il y a en bas de la feuille de paye. Une formule qu'on utilise encore trop souvent, y compris dans nos rangs.

Le MEDEF ne se trompe pas, moins de cotisations, de charges comme ils disent, ce sont des milliards d'économie pour le patronat. Et pourtant des exonérations, ils en ont déjà beaucoup.

Au contraire, nous affirmons que plus de salaire et de pensions, c'est plus de ressources pour la protection sociale. C'est aussi plus de ressources fiscales au service de la solidarité nationale et de la réponse aux besoins de la population. C'est aussi un levier déterminant pour relancer la consommation, pour relancer la croissance et sortir de leur crise !

Nous avons formulé des propositions concrètes, je pense par exemple à l'égalité salariale entre les femmes et les hommes, comme le prévoit la loi.

Nous demandons que le SMIC, cible des attaques du patronat, soit augmenté car le salaire minimum doit rester une référence. Cela doit s'accompagner par un relèvement des minimas dans les grilles de classification pour reconnaître les diplômes et les qualifications.

La bataille autour des régimes complémentaires AGIRC/ARRCO est bien sûr essentielle pour la CGT. Le MEDEF propose une régression sociale sans précédent avec un nouveau report de l'âge de départ et une baisse des pensions. Nous avons fait des propositions alternatives, j'en ai évoqué une, la question de l'égalité salariale.

La pétition demandant l'augmentation des salaires et pensions et leur revalorisation immédiate de la CGT lancée fin mai, a déjà recueilli près de 180 000 signatures.

Vous imaginez les dizaines de milliers de discussions, d'échanges que cela représente. C'est aussi ça l'objectif d'une pétition. Nous devons prolonger nos efforts et ancrer ces discussions dans les entreprises. Encore trop peu d'initiatives ont été prises sur les lieux de travail.

Augmenter les salaires et réduire le temps de travail, c'est possible.

Ce n'est pas un délire de plus de la CGT, comme le disent certains. Cela va dans le sens de l'histoire.

La baisse du temps de travail a toujours été un des facteurs importants du progrès social. La journée de 8 heures, les congés payés, la retraite à 60 ans, la semaine de 40, puis de 35 heures. A chaque fois, les tenants du capital ont hurlé à la catastrophe et à la fin du monde. Et pourtant, la France, le monde a continué de se développer, les entreprises à prospérer.

Les problèmes que connaît notre pays ne sont pas dus aux 35 heures.

Tous ceux qui connaissent la réalité de la vie dans les entreprises, c'est-à-dire les salariés, le savent parfaitement. Le problème, c'est de ne pas avoir créé suffisamment d'emplois lors du passage aux 35 heures. Le problème, c'est d'avoir cédé aux exigences du MEDEF en matière d'aménagement et d'annualisation du temps de travail, de flexibilité, de dérèglementation. Cela s'est fait par tous les gouvernements successifs depuis la promulgation de la loi.

Et l'Etat une fois de plus, ne montre pas l'exemple. Regardons la situation des salariés de l'hôpital public.

Nous pouvons saluer la mobilisation du personnel comme celui de l'Assistance Publique/Hôpitaux de Paris qui refuse, par une mobilisation exceptionnelle, le projet de HIRSH et de TOURAINE. C'est un exemple à suivre partout.

Salaires, Réduction du Temps de Travail, on nous accuse, dans les milieux autorisés, d'être à contre-courant. Eh bien, être à contre-courant de ceux qui souhaitent un monde dans lequel la seule pensée unique, celle du capital, règnerait, cela ne nous gêne pas. Au contraire.

C'est pourquoi nous demandons au gouvernement que ces 2 thèmes soient à l'ordre du jour du calendrier social de la rentrée et peu importe s'il nomme ça, « conférence sociale », « grande conférence » ou « conférence sociale thématique ». Ce n'est pas une question de titre mais de contenu.

Qu'est ce qui justifierait la présence de la CGT dans une réunion avec le gouvernement et le MEDEF où l'objectif serait de casser le code du travail et les garanties collectives ?

L'expérience nous démontre que sans rapport de force, nos propositions, les revendications des salariés restent toujours à la porte des réunions de négociation.

Ces questions revendicatives sont donc au cœur de la journée de mobilisation du 8 octobre prochain. Elles doivent s'adosser aux revendications et luttes des salariés dans les entreprises. Nous voulons réaffirmer notre refus des politiques d'austérité et dire que des alternatives économiques et sociales existent.

Voilà notre ambition !

Les jeunes, les étudiants sont les premières victimes de ces politiques d'austérité qui ne font que creuser les inégalités et hypothéquer les avenir.

Permettre à la jeunesse d'être autonome, de faire des études et de construire son avenir devrait être un objectif politique constant.

Partout, il nous faut revendiquer l'élévation du niveau d'éducation et de culture et rappeler que ce sont de véritables leviers économiques et sociaux d'une part, et d'autre part, les bases d'une société basée sur les valeurs d'intégration.

Au lieu de cela, étudiants, jeunes et salariés, vivent au quotidien la précarité.

Faut-il rappeler que les jeunes sont les premières victimes de la crise avec un taux de chômage deux fois plus élevé que la moyenne ?

Ce refus d'investir dans la jeunesse, malgré les promesses du gouvernement d'en faire une priorité, est d'abord et avant tout la conséquence des politiques d'austérité menées en France et en Europe. C'est aussi un suicide pour une société.

Cette question de la jeunesse fait partie de nos priorités. Nous nous félicitons que les organisations de jeunesse s'engagent à nos côtés le 8 octobre prochain. Elles ont leurs revendications spécifiques et n'attendent pas de nous que l'on décide pour eux. Sachons leur laisser toute leur place dans nos initiatives et manifestations

Nous avons initié une démarche unitaire depuis le 9 avril. Chacun d'entre vous connaît la difficulté de la tâche et le décalage qui existe pour certains entre les paroles et les actes, entre les postures et l'engagement. Dans de nombreuses entreprises d'ailleurs, les choses sont différentes, pas plus faciles. La différence se fait toujours quand les salariés s'en mêlent.

L'unité est un combat, nous ne nous résignons pas mais à chaque fois que nécessaire, nous savons prendre nos responsabilités. C'est ce que nous avons fait fin juin.

Le 8 octobre, s'il doit être réussi, ne constitue qu'une étape. Là aussi, associons les salariés pour envisager les suites à y donner. Pour ce qui nous concerne, nous sommes disponibles et déterminés.

Malgré de nombreuses déclarations, tant patronales que gouvernementales, sur la faiblesse du syndicalisme, la réalité du fait syndical est toute autre.

Nous assistons à une recrudescence de la répression syndicale, avertissements, brimades, licenciements, j'en passe et la remise en cause des droits individuels et collectifs.

La loi REBSAMEN sur le dialogue social, qui a poursuivi son travail de déconstruction du Code du Travail afin de satisfaire aux exigences du patronat en diminuant drastiquement les moyens des IRP, vient d'en apporter une nouvelle preuve. **Ils veulent peser sur notre conception du syndicalisme.**

Je veux apporter ici mon soutien à tous les camarades, syndiqués ou militants, mais aussi les salariés, qui, du fait de leur engagement, d'avoir lutté ou tout simplement d'avoir signé une pétition, sont menacés, sanctionnés ou licenciés et trainés devant les tribunaux.

Il en est de même pour la remise en cause des lieux d'accueil des salariés, les locaux syndicaux, les unions locales, les bourses du travail. Impossible de tous les citer évidemment, mais je pense à Châteauroux, Foix, le Blanc Mesnil par exemple.

Nos camarades de Haute Garonne ont obtenu une grande victoire à Toulouse en obligeant le maire de la ville à renoncer à son projet d'expulsion, bien d'autres victoires sont en perspectives si nous menons le combat.

Le respect des libertés et du fait syndical, du droit de se syndiquer, la démocratie, c'est là le sens de notre initiative du 23 septembre partout dans le pays. Les témoignages de tout à l'heure, ceux que nous avons pu entendre dans le film montrent combien il est important de réussir cette journée d'action. L'objectif n'est pas de passer pour des martyrs et de dire que se syndiquer constituerait un danger, même si la peur des conséquences est la première raison évoquée par les salariés pour ne pas se syndiquer.

L'objectif est de montrer que le développement du syndicalisme va de pair avec la démocratie et le progrès social.

Cette rentrée 2015 et les défis auxquels nous sommes confrontés, sont au cœur de la préparation de notre prochain congrès. Rencontrer les salariés et les syndiqués là où ils travaillent dans le cadre du plan des 2000 visites de syndicats que nous avons engagé, reste une priorité pour la direction confédérale.

Des rencontres pour échanger, débattre, y compris quand on n'est pas d'accord. La CGT, c'est aussi la confrontation d'idées autour des questions que nous avons pointé dès le lancement de la préparation du congrès.

Vous le voyez mais vous le saviez, nous avons du pain sur la planche.

Alors oui, chères et chers camarades, après un repos bien mérité, les congés payés, c'est vraiment une grande conquête de la classe ouvrière, je reprendrai un slogan qui a rendu célèbre chez les métallos notre secrétaire général, Philippe Martinez : « fermons les parasols et déployons les banderoles » !

Nous sommes plus de 800 aujourd'hui. Ils sont plus de 1000 camarades réunis en simultanément à Bordeaux. La rentrée est bel et bien lancée.

A nous d'engager l'action et que la lutte continue !

Vive la CGT !